Pérou: manifestations antigouvernementales des sinistrés du séisme

18-09-2007

A un mois du séisme, le gouvernement n'a toujours pas les résultats du recensement pour mesurer la grandeur exacte des dommages et pour déterminer le nombre de sinistrés : entre 80 mille et 250 mille. Les oeuvres de reconstruction ne commencent toujours pas et les critiques augmentent contre le gouvernement pour en avoir chargé la conduite à une entreprise privée, reléguant à un second plan les autorités locales. Tout cela a chauffé l'état d'esprit des habitants de ces villes dévastées et de violentes manifestations antigouvernementales ont éclatées.

Les sinistrés ont perdu patience face au retard dans le début de reconstruction et les problèmes qui persistent encore dans la distribution de l'aide humanitaire. La patience des habitants de Pisco, la ville la plus touchée par le tremblement de terre, a pris fin le 8 septembre dernier quand ils ont pris la place principale de ce port de pêche pour exprimer toute leur rage contre le gouvernement. Ce jour là, le premier ministre, Jorge Del Castillo s'est rendu à Pisco accompagné de plusieurs autorités et de diplomates, parmi lesquels les ambassadeurs de l'Union Européenne, la Chine et le Japon. La délégation est arrivée sur la place principale pour déposer des offrandes florales en souvenir du 187^e anniversaire du débarquement du général José de San Martín à Pisco, fait qui a marquée la naissance à la guerre d'indépendance du Pérou. Mais sur la place, ils ont été reçus par les huées et les cris de protestations, et quand les surprises autorités se sont rapidement retirées à la base aérienne de Pisco, la protestation a débordé et une population indignée a détruit les offrandes florales tandis qu'elle criait son indignation contre le gouvernement. Del Castillo l'a très mal vécu face à ses hôtes et au retour de Lima il a accusé la radio Orión, la seule de Pisco qui est restée en fonctionnement après le séisme, d'avoir promu la protestation et a menacé de la fermer et même de mettre en prison son propriétaire, Eloy Yong Meza. La menace s'est accompli quelques jours plus tard, et le 13 mai la seule radio que les habitants de Pisco pouvaient écouter a été fermée et ses équipements saisis par la police. Face aux accusations d'intolérance et de violer la liberté d'expression qui lui ont été faite, le gouvernement s'est défendu en alléguant que radio Orión n'avait pas renouvelé sa permission de fonctionnement, mais l'argument n'a pas convaincu. Les protestations à Pisco et la fermeture de radio Orión reflètent l'atmosphère de plus en plus tendue entre la population et le gouvernement. La décision de l'Exécutif de remettre la responsabilité de la reconstruction à une entreprise privée et la formation du Fonds de Reconstruction du Sud (Forsur) ont alimenté cette tension. Le gouvernement a nommé comme directeur de Forsur l'entrepreneur avicole Julio Favre, un défenseur public des postures les plus extrémistes de la droite et accusé d'avoir soutenu les groupes paramilitaires dans les années 90 pour combattre le groupe subversif maoïste Sentier Lumineux. La Commission de la Vérité avait prouvé qu'un local des entreprises de Favre, situé au nord de Lima, avait été utilisé comme centre de détention et de tortures durant le régime d'Alberto Fujimori (1990-2000), que Favre a soutenu. Forsur est aussi composé d'autres entrepreneurs liés au fujimorisme et aux grands groupes de pouvoir économiques, deux secteurs avec lesquels le gouvernement de Garcia s'entend très bien. "Forsur maniera environ 100 millions de dollars, bien que nous ne sachions pas combien coûtera la reconstruction, parce que nous avons des informations discordantes sur le montant. Nous n'avons pas de claire idée de comment va se répartir l'argent", a déclaré Favre lors d'une récente conférence de presse. Ce que l'entrepreneur semble en revanche bien savoir c'est que le secteur privé se chargera de tout. Favre y compris fait déjà des plans pour privatiser jusqu'à la prison de Chincha, qui est tombée avec le tremblement de terre. "La prison va être mise sous concession. Nous allons la concessionner à l'entreprise privée tout ce qui est possible", a-t-il assuré. Bien que le nombre de logements effondrés soient calculés à 50 mille, Favre a avancé qui se construiront seulement environ dix mille maisons en deux ans et que toutes seront faites par l'entreprise privée pour les vendre aux sinistrés, qui recevront un bon du gouvernement de six mille dollars pour payer les entreprises de construction le quota initial de leurs nouvelles maisons, ils paieront le solde en demandant des prêts aux banques. Ceci est le schéma de la reconstruction. Schéma qui laisse dehors des projets de logements que se feront les habitants appauvris des villages éloignés et des zones rurales, endroits qui ne représentent pas une bonne affaire pour les entreprises privées de construction. Ces habitants devront monter leurs propres maisons, sûrement avec la même déficience qui a produit leur chute durant le tremblement de terre. Certains d'entre eux, fatigués d'attendre un gouvernement qui n'arrive pas, ont déjà commencé à reconstruire leurs maisons en utilisant l'adobe qu'ils ont pu récupérer des décombres de leurs demeures qui se sont écroulées. Leurs nouvelles maisons seront aussi précaires que les anciennes. Tandis que l'entreprise privée prend le contrôle de la situation et fait des calculs des bénéfiques que lui rapportera la reconstruction, le drame continue dans les zones touchées par le tremblement de terre et le malaise augmente contre le gouvernement. Carlos Noriega, Pagiina/12, 17 septembre 2007. Traduction: <http://amerikenlutte.free.fr>